

DIAL

L'actualité en bref - octobre 2002

Nicolas Pinet

vendredi 1er novembre 2002, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

ARGENTINE

Les banques ont commencé depuis début octobre à rouvrir progressivement l'accès aux comptes bloqués depuis décembre 2001. Mais les retraits se font avec la nouvelle parité du peso - en décembre 2001, un peso valait un dollar ; le premier octobre, un dollar valait 3,70 pesos -, ce qui a provoqué la colère des épargnants, qui se sentent trahis par l'État, et ont entamé des poursuites judiciaires.

BRÉSIL

Le 30 septembre, des menaces de la part de groupes organisés de narco-traficants ont paralysé une grande partie de Rio de Janeiro. Ces groupes entendaient réagir contre les nouvelles conditions de détention d'un de leurs chefs : après avoir découvert que celui-ci continuait à diriger les opérations depuis sa prison, l'administration pénitentiaire lui a imposé dans une autre prison des conditions de détention plus strictes.

Au premier tour des élections présidentielles le 6 octobre, Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula, candidat du PT (Parti des travailleurs) a obtenu 46,4 % des voix et José Serra, dauphin de l'actuel président, a obtenu 23,2 %. Le second tour des élections présidentielles, dimanche 27 octobre, a confirmé les résultats que le premier tour laissait attendre : Luiz Inácio Lula da Silva, a été élu avec 61,3 % des voix face à José Serra (38,7 %). Il prendra officiellement ses fonctions en janvier 2003. Le PT devient le premier groupe parlementaire à la Chambre des députés de Brasilia avec 91 sièges sur 513, et la troisième force au Sénat avec 14 sièges sur 81. Il n'a remporté qu'un poste de gouverneur sur la totalité des 14 États.

CHILI

C'est la seconde fois en un mois que des membres de l'armée ou de la brigade des stupéfiants sont impliqués dans des affaires de corruption révélant l'existence de liens avec des narco-traficants. Ces deux cas viennent ternir l'image d'un pays considéré traditionnellement comme le moins corrompu d'Amérique latine.

Deux projets de loi importants sont actuellement en cours d'élaboration. Des responsables de groupes de défense des minorités sexuelles travaillent avec le gouvernement à un projet de réforme de la Constitution qui permettrait une condamnation plus explicite de la discrimination sexuelle. Les discussions parlementaires autour du projet d'une Loi de divorce continuent et devraient aboutir dans la première moitié de l'année prochaine, malgré l'opposition de l'Église catholique. Le Chili est actuellement la seule démocratie occidentale où le divorce n'existe pas légalement.

Le commandant en chef de l'armée de l'air, le général Patricio Rios, a présenté le 13 octobre sa démission, après que des poursuites judiciaires ont été entamées contre lui et qu'un groupe parlementaire a annoncé son intention d'initier un processus d'accusation constitutionnelle. Mis en cause pour

dissimulation d'informations, il avait jusqu'à présent conservé ses fonctions. Cette crise vient étayer la volonté du gouvernement de réformer la constitution pour rendre au président de la République le pouvoir qu'il avait - avant 1973 - de destituer les commandants en chef des corps d'armée.

COLOMBIE

Le nouveau président colombien, Alvaro Uribe, a effectué fin septembre un bref séjour aux États-Unis, au cours duquel il a obtenu pour son pays le bénéfice de la loi étatsunienne sur la Promotion commerciale andine et l'éradication des drogues (ATPDEA) - approuvée par le Congrès le 6 août - qui prévoit l'exemption de taxes pour les exportations d'une liste de produits en échange d'efforts réalisés par les pays andins pour éradiquer le trafic de drogue. Le président Bush cherchait aussi à conclure un traité bilatéral qui assurerait l'immunité devant la Cour pénale internationale des citoyens étatsuniens séjournant en Colombie. Jusqu'à présent, Uribe a seulement réaffirmé son engagement à accorder l'immunité aux civils et militaires impliqués dans la lutte contre le trafic de drogue et pour le renforcement des institutions colombiennes, comme c'est le cas depuis 40 ans.

Dans le sud du pays, les fumigations s'intensifient, avec l'appui des États-Unis et malgré la demande de suspension qu'a présentée le bureau de Défense du peuple, qui a reçu plus de 6 500 plaintes d'habitants de la région concernant la destruction de leurs cultures légales ou des problèmes de santé résultant des fumigations. Celles-ci concernent désormais non plus seulement les cultures illégales industrielles mais aussi les petites exploitations de moins de trois hectares.

CUBA

Le traité de proscription des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, connu sous le nom de Traité de Tlatelolco, vient d'être ratifié (23 octobre) par le gouvernement cubain, qui l'avait signé en 1995. Entré en vigueur en 1969, ce traité prévoit, entre autres choses, l'interdiction d'expérimenter, d'utiliser, de fabriquer ou de stocker des armes nucléaires dans le sous-continent ; il s'applique désormais à l'ensemble des pays de la zone.

Fin septembre s'est tenue à La Havane une « foire agro-alimentaire des États-Unis » où étaient présentes quelque 288 entreprises du pays voisin. La vente des produits agro-alimentaires des États-Unis a repris en novembre 2001, au vu des dégâts effectués par le cyclone Michelle. Pendant la foire, d'autres contrats ont été signés, et l'intérêt commercial en jeu est une pression supplémentaire en faveur de l'abolition du blocus.

Le prix Sajarov des droits humains et de la liberté de pensée a été décerné par le Parlement européen à l'opposant cubain, Oswaldo Payá, marquant ainsi l'appui européen aux revendications de libéralisation politique et de respect des droits humains dans l'île.

ÉQUATEUR

Le premier tour des élections présidentielles équatoriennes, le 20 octobre, a laissé deux candidats en lice pour le second tour, prévu le 24 novembre, Lucio Gutiérrez (20,28 %), candidat de gauche radicale soutenu aussi par la CONAIE, la Confédération de nationalités indigènes d'Équateur, et Gustavo Noboa (17,41 %), entrepreneur bananier et fondateur du Parti rénovateur institutionnel Action nationale, qui réunit des groupes ayant quitté les partis traditionnels de gauche et de droite.

Les organisations de droits humains équatoriennes ont demandé au gouvernement de rejeter l'accord proposé par les États-Unis et visant à ce que le pays accorde l'immunité aux citoyens étatsuniens devant la Cour pénale internationale (CPI). À la différence des États-Unis, l'Équateur a signé le traité de Rome, à l'origine de la CPI.

GUATEMALA

Un tribunal de Guatemala a condamné jeudi 3 octobre un colonel à la retraite à 30 ans de prison pour l'assassinat, en 1990, de l'anthropologue Myrna Mack. C'est la première fois qu'un ancien membre de la hiérarchie militaire est condamné pour les violations de droits humains commises pendant la guerre civile qui déchira le Guatemala pendant 36 ans (1960-1996).

Dans un rapport présenté devant une commission du Congrès des États-Unis, l'actuel secrétaire d'État pour l'hémisphère occidental, Otto Reich, met en cause le gouvernement guatemaltèque d'Alfonso Portillo, dénonçant ses liens avec le trafic de drogue et la corruption. Le rapport a déclenché une véritable tempête politique dans le pays.

MEXIQUE

La justice mexicaine enquête actuellement sur l'assassinat de centaines d'opposants politiques dans les années 1960, 1970 et 1980, alors que le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) était au pouvoir. La Cour suprême de justice s'est prononcée en faveur de l'enquête sur la répression passée. Vicente Fox, l'actuel président de la république - premier président depuis 70 ans à être issu d'un autre parti que le PRI - a nommé un procureur spécial en charge de l'enquête.

URUGUAY

Un ancien ministre de la dictature qui dura en Uruguay de 1973 à 1985 vient d'être condamné (18 octobre) à des peines de prison pour la disparition en 1976 d'Elena Quinteros, enlevée de force du jardin de l'Ambassade du Venezuela où elle cherchait à se réfugier. C'est la première fois qu'une condamnation a lieu pour des crimes contre l'humanité commis pendant la dictature militaire.

VENEZUELA

Durant tout le mois d'octobre, la tension a continué à monter, malgré la visite début octobre du secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), César Gaviria, pour essayer de renouer le dialogue entre le gouvernement et les forces de l'opposition, et freiner le processus actuel de bipolarisation. Le 10 octobre, une grande manifestation, convoquée par la Coordination démocratique, qui réunit 34 partis politiques et organisations civiles d'opposition, défilait dans Caracas, suivie trois jours plus tard d'une autre manifestation de la part des partisans de Hugo Chávez, le président actuel. Le 21 octobre, les organisations syndicales et d'entrepreneurs avaient appelé à une grève générale de protestation. Le lendemain, quatorze haut gradés de l'armée vénézuélienne, qui avaient déjà appuyés la tentative de coup d'État d'avril, se déclaraient en rébellion contre le président Chávez, appelait à la désobéissance civile et invitait la population à se rendre le soir même sur la place Altamira, située dans un quartier de classe moyenne de Caracas. L'appel, qui n'a pas été suivi par les militaires, a rassemblé un nombre important de personnes venues soutenir les insurgés. Une autre visite de Gaviria devrait cette semaine essayer une nouvelle fois de désamorcer la crise, en cherchant à restaurer le dialogue.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.